Fonds de Promotion Microfinance
FPM asbl

FPM asbl

Fonds de promotion de la Microfinance

Frankfurt School of Finance & Management
Bankakademie | HfB

VEILLE SECTORIELLE

4ème Trimestre 2010

© www.123rf

UNDP

kfw ENTWICKLUNGSBANK

UNCDF

ÉDITORIAL

VEILLE SECTORIELLE./4ÈME TRIMESTRE 2010

Après avoir été durement touchée par la crise financière mondiale de 2009, la RD Congo a terminé l'année 2010 avec une note plutôt positive. Un succès stimulé par son passage au Point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés avec à la clé, l'annulation de la quasi-totalité de sa dette extérieure au mois de juillet 2010, soit 10,8 milliards USD.

Au terme de cette année, la RD Congo a réalisé un taux de croissance économique de l'ordre de 7,2%. Le taux d'inflation est passé sous la barre de 10% et le Franc congolais a connu une dépréciation moindre par rapport à l'année précédente. Le tout sur le fond d'embellie de l'augmentation des prix des matières premières et de la demande internationale.

Mais les défis restent majeurs pour l'année 2011. Selon les projections, la croissance du PIB réel pour cette nouvelle année devra se chiffrer à 6,8% et le taux d'inflation se maintenir à un niveau inférieur à celui réalisé en 2010.

Sur le plan bancaire, l'œuvre d'assainissement du secteur bancaire, enclenché il y a plusieurs années par la Banque Centrale du Congo, fait son chemin. Mise sous administration en octobre dernier, la Banque Congolaise a finalement été mise sous liquidation, et ce, après les conclusions insatisfaisantes du plan de redressement proposé par la Banque Centrale du Congo.

Tout de même le bilan reste positif pour l'ensemble du secteur bancaire de la RD Congo. A la suite du bon comportement de l'économie nationale, le secteur a connu une croissance notable et l'ouverture de plusieurs nouvelles banques. A ce titre, les indicateurs affichent un taux d'augmentation du total bilantaire de 21%, un taux d'augmentation des dépôts de la clientèle de 16% et un taux de progression de 8% de l'encours des crédits.

Dans le secteur de la microfinance, encore embryonnaire mais très dynamique, des avancées significatives on été enregistrées au cours de ce quatrième trimestre 2010, notamment le lancement de la deuxième phase des activités du Fonds de Promotion de la Microfinance et le vote par les députés nationaux de la proposition de loi portant réglementation de la microfinance en RD Congo.

Cependant, le taux de croissance des épargnants a baissé. Au terme de cette année, le secteur a mobilisé 80,3 millions de USD d'épargnes et servi environ 539 081 épargnants.

L'activité de crédit qui a connu une croissance relativement importante enregistre un encours de prêts de 63,1 millions de USD pour 220 990 emprunteurs à fin 2010. En revanche, une tendance à l'augmentation du portefeuille à risque à 30 jours (PAR 30) s'est observée.

AU SOMMAIRE

ÉCONOMIE

- PIB, une croissance de 6,1 pour cent
- Le taux d'inflation s'améliore
- Une amélioration significative du taux de change
- Les défis de l'année 2011

BANQUES

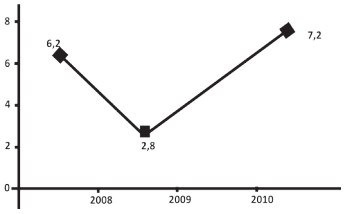
- Un secteur en cours restructuration
- Des indicateurs en croissance

MICROFINANCE

- Lancement du FPM II
- Faible évolution de la portée
- PAR 30j, toujours élevé et instable
- La réglementation sur la microfinance connait une avancée significative

PIB, une croissance de 7,2 %

Evolution du taux de croissance du PIB



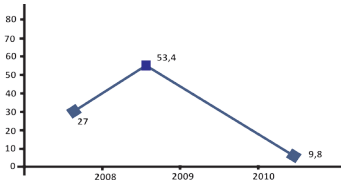
Source: BCC

Après un bilan négatif en 2009, la RD Congo réalise des performances économiques remarquables en cette année 2010.

En effet, l'économie a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 7,2%, succédant à un ralentissement situé à 2,8 % en 2009, suite notamment aux effets pervers de la crise financière internationale.

Le taux d'inflation s'améliore

Evolution du taux d'inflation



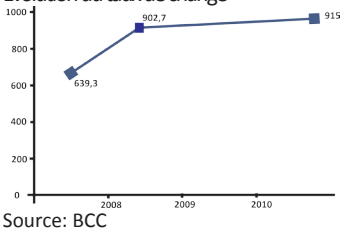
Source: BCC

Le taux d'inflation annuel est resté inférieur aux prévisions de 2010, en dépit de la légère augmentation des prix des biens et services observée sur marché au cours du quatrième trimestre 2010.

En effet, l'inflation a sensiblement baissé, soit 9,8 % en 2010 contre 53,4 % à fin, décembre 2009.

Taux de change CDF/USD: une amélioration significative

Evolution du taux de change



Source: BCC

La monnaie nationale ne s'est dépréciée que de 1,38% au cours de l'année 2010, contre 29,2% en 2009. Les principaux facteurs de cette reprise sont:

- le secteur minier, notamment avec l'envolée des prix des matières et ses effets d'entraînement sur le secteur tertiaire ;
- le secteur des Bâtiments et Travaux publics avec la concrétisation des grands chantiers à travers le pays ;
- l'atteinte du point d'achèvement, ayant permis au pays l'annulation de sa dette extérieure, passée de 13,7 Milliards de Usd à 2,9 Milliards, soit une annulation de 10,8 milliards Usd ;
- le non ajustement des prix à la pompe suite aux appréciations internationales.

Les défis de l'année 2011

Pour 2011, le pays table sur un taux de croissance de 6,8 % et le maintien du taux d'inflation à 9,9 %.

Une tâche qui ne sera pas facile, dans la mesure où la montée des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques s'annonce sur le plan international. En outre, les élections présidentielles de novembre 2011 laissant planer des incertitudes sur la scène politique et affectant également les décisions d'investissements aussi bien locaux qu'étrangers.

Pour résoudre ce défi, les autorités du pays misent sur une politique extérieure ambitieuse, tendant à renforcer sa coopération avec le FMI et les autres bailleurs de fonds internationaux.

FONDS DE PROMOTION DE LA MICROFINANCE
Siège:
Villa n° 5, Quartier GB
Commune de Ngaliema,
Kinshasa R. D. Congo
Email:
contact@fpm.cd
Site web:
www.fpm.cd

BANQUES

VEILLE SECTORIELLE. /4ÈME TRIMESTRE 2010

Un secteur en cours de restructuration

Lancé depuis 1998 par la Banque Centrale du Congo, le processus de restructuration du secteur bancaire suit son cours. Cette restructuration vise notamment la promotion en RD Congo d'un secteur bancaire sain, solide et rentable.

C'est dans cette optique qu'est intervenue au cours de cette année la liquidation de la Banque Congolaise après les conclusions insatisfaisantes lors de sa mise sous administration. Un autre fait important marquant ce trimestre, est l'injonction de la Banque Centrale du Congo par rapport au respect des normes bancaires. Dans ce contexte, la Banque Centrale du Congo pousse les banques commerciales à se doter d'actionnaires de référence.

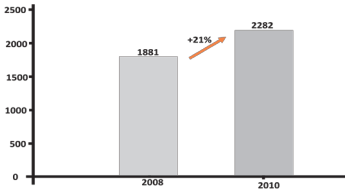
Les résultats atteints dans le cadre de ce processus de restructuration sont encourageants. En effet, le système bancaire congolais recouvre progressivement la confiance du public et affiche une dynamique dans la modernisation et la diversification des produits et services bancaires offerts à la clientèle. Depuis près de 4 ans, le secteur connait l'implantation de plusieurs nouvelles banques qui ambitionnent de profiter du grand potentiel encore inexploité. Ainsi, le nombre de banques a presque doublé durant ces années. Il est passé de dix en 2007 à une vingtaine en 2010. Ces dernières sont, pour la pluparts, des filiales de banques étrangères et particulièrement les banques panafricaines comme: FiBank, EcoBank, Bank of Africa, Advans Bank, ACCESS Bank, BGFIBank, etc.

Cette reprise est décisive en ce qu'elle apporte une nouvelle tendance dans le secteur : la réorientation du ciblage des banques vers une clientèle «PME» et les particuliers. A ce titre, les dirigeants des banques s'accordent à dire que la clientèle, «Grandes entreprises» historiquement ciblée par les banques congolaises, tend à être saturée à cause du faible nombre de grandes entreprises et le nombre croissant des banques. Ainsi, l'avenir du secteur réside dans la clientèle PME et les particuliers.

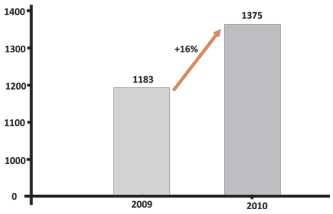
Des indicateurs en croissance

Les indicateurs affichent une croissance en termes de total bilan, passé de 1.881,63 millions de USD au 31 décembre 2009 à 2.282,60 millions de USD au 31 décembre 2010, soit 21% d'augmentation. Le total des dépôts de la clientèle est passé de 1.183,16 millions de USD à 1.375,95 millions de USD, soit 16% d'augmentation et l'encours des crédits est passé de 800 millions de USD à 864,53 millions de USD, soit une progression de 8%.

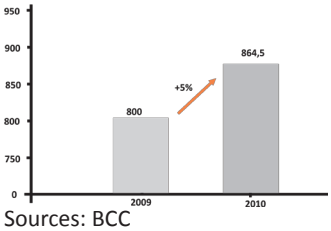
Evolution du total bilantaire
(en millions de dollars)



Evolution du total de dépôt de la clientelle
(en millions de dollars)



Evolution de l'encours crédit
(en millions de dollars)



Sources: BCC

En dépit de ces developpements remarquables, le secteur reste caractérisé par un faible niveau d'intermédiation financière. A l'Instar de l'économie, le secteur est très dollarisé et les banques accusent un besoin de financement à cause de la structure à cours terme de leurs dépôts.

Lancement du FPM II

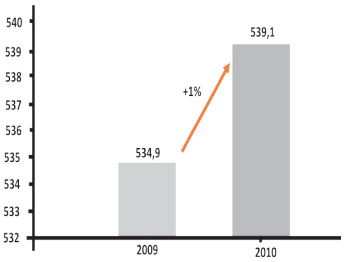
Créé par l'initiative de PNUD, UNCDF, KfW, et la Banque Mondiale, le Fonds de Promotion de la Microfinance (FPM) entame la deuxième phase de ses activités en tant qu'institution dotée de la personnalité juridique. Le fonds a pour objectif d'accompagner le secteur de la microfinance et les banques ciblant le segment MPME à travers une offre d'assistance technique et l'octroi de prêts. Le Fonds de Promotion de la Microfinance est actuellement gérée par Frankfurt School of Finance and Management, une compagnie de conseil international, qui a une grande expérience dans la gestion des fonds similaires à travers le monde.

La réglementation de la microfinance connait une avancée significative

Le 2 novembre 2010, les députés ont jugé recevable la proposition de loi portant réglementation de la microfinance en RD Congo. Actuellement en examen approfondi à la commission économique et financière, ladite loi vise entre autres la mise en place d'un cadre légal spécifique suffisamment clair, flexible, innovant et structurel pouvant permettre le développement, la professionnalisation et l'assainissement du secteur de la microfinance. Elle favorise également la bancarisation de masse dans la perspective de la mise en place d'un système financier inclusif opérant, à terme, en temps réel.

Faible évolution de la portée

Evolution du nombre d'épargnants
(en milliers)



Source: BCC, Fév 2010 (*)

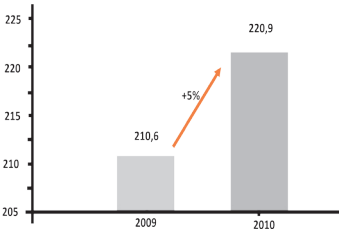
Sur base des statistiques provisoires de 2010 incluant aussi les institutions en voie d'agrément, l'activité épargne aurait connu un ralentissement.

Le nombre d'épargnants est passé de 534,9 milles au 31 décembre 2009 à 539,1 milles au 31 décembre 2010, soit 1% d'augmentation.

Ce ralentissement resulterait du fait que plusieurs membres des COOPEC et clients d'IMF ont ouvert des comptes épargne auprès de banques commerciales, recourant ainsi à la stratégie basée sur la diversification des comptes pour prévenir au risque de blocage des épargnes. En effet, certaines banques commerciales s'intéressent de plus en plus au secteur en mettant sur le marché des produits de microfinance et surtout en allégeant des conditions d'ouvertures des comptes.

Quant au nombre d'emprunteurs, il est passé de 220,9 milles contre 210,6 milles pour les mêmes périodes, soit 5% d'augmentation.

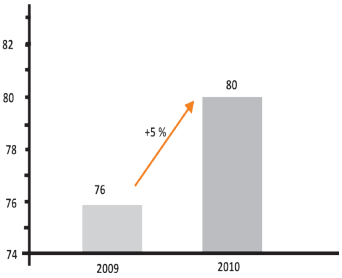
Evolution du nombre d'emprunteurs
(en milliers)



Source: BCC, Fév 2010 (*)

L'augmentation de l'activité crédit s'explique par la reprise économique observée au cours de l'année 2009. En effet, durant cette période un accent a été mis sur l'octroi des crédits aux entrepreneurs.

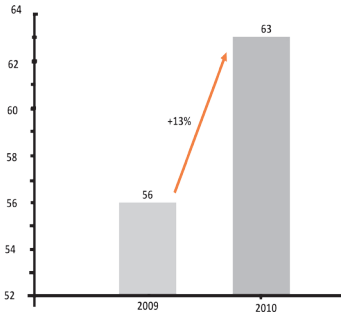
Evolution de l'encours d'épargne
(en millions d'USD)



Source: BCC, Fév 2010 (*)

L'encours d'épargne est passé de près de 76 millions de USD en fin 2009 à 80 millions de usd en 2010, soit une augmentation de 5%.

Evolution de l'encours du crédit (en millions d'USD)



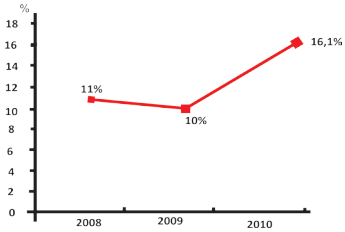
Source: BCC, Fév 2010 (*)

L'encours de crédits s'établit à 63 Millions de USD en fin 2010, contre 56 millions en 2009, soit une augmentation de 13%.

Ces évolutions sont certes faibles. Mais elles peuvent paraitre considérables dans la mesure où l'on sait que le secteur de la microfinance est relativement jeune et prometteur pour le pays.

Portefeuille à risque, toujours élevé et instable

Evolution du PAR 30 du secteur



Source: BCC, Fév 2010 (*)

Le PAR 30 global du secteur est passé de 10% à fin décembre 2009 à 16,1% à fin décembre 2010. Ce niveau étant largement supérieur à la limite acceptable à l'international (5%), est l'un des plus hauts observés dans le monde actuellement. L'augmentation du PAR à des niveaux élevés est due principalement aux lacunes dans les structures institutionnelles, notamment :

- la non maitrise des méthodes d'octrois et de recouvrement des microcrédits ;
- la non adaptation des produits aux cycle d'exploitation des activités ;
- la non application des bonnes pratiques de gouvernance et de management ;
- la non application des règles de provisionnements et de radiations de prêts en souffrance.

Formation des acteurs du secteur

Après avoir doté le secteur d'un plan comptable spécifique aux coopératives d'épargne et de crédit ainsi qu'aux institutions de Microfinance, en mars 2010, la BCC a poursuivi ses actions en organisant la formation de 26 agents et cadres provenant des différentes institutions de Microfinance sur le thème *«Assurer le fonctionnement de la microfinance: gérer pour améliorer les performances».* Elle s'est déroulée du 20 novembre au 3 décembre 2010, avec l'appui l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

(*): Pour 2010, il s'agit des statistiques provisoires tirées du FPM